Enseignement supérieur et recherche Le 27 novembre, soyons debout en Grève!

Le rythme s'accélère dans les attaques menées par le gouvernement contre notre système d'enseignement supérieur et de recherche. Le gouvernement démolit pierre après pierre notre système antérieur et menace les conditions mêmes d'exercice de nos activités. Ces dernières semaines, l'Assemblée nationale votait un budget pour 2009 qui prévoit la **suppression de 900 emplois** dans les universités et les organismes de recherche. Quant au budget, en dépit des effets d'annonce, il est en baisse pour la recherche publique et l'enseignement supérieur (une fois l'inflation enlevée).

Le 27 novembre, au Conseil d'administration du CNRS, la direction propose une réorganisation en instituts du CNRS qui, par son contenu, n'est rien d'autre qu'une étape intermédiaire vers l'explosion finale de l'organisme. Sous une forme ou une autre, tous les organismes sont attaqués : INSERM, INRA, CEMAGREF, etc. Tous les laboratoires seront donc sous la responsabilité des universités qui seront réduites au rôle d'opérateur de recherche. Leurs Unités dépendront toujours plus d'une ANR et de l'AERES, et bientôt d'Institut nationaux entièrement pilotés par le pouvoir. Chaque semaine, un nouvelle attaque est menée : choix arbitraire des dix campus, les projets de subordination au privé à grande échelle (Plateau de Saclay), attaque des statuts des diverses catégories, tout particulièrement celui des enseignants-chercheurs. L'objectif est aussi de fonctionner, à budgets décroissants, toujours plus avec des personnels précaires, notamment *via* l'ANR.

C'est au tour de l'INRA : quel avenir pour le centre d'Avignon ?

La mise en place de la super- structure EPCS avec INRA, CIRAD et un certain nombre de grandes écoles, a une vocation ouvertement appliquée et de transfert vers l'enseignement supérieur agronomique. En parallèle, le gouvernement vient d'annoncer sa volonté de mettre en place l'Institut Unique du Vivant et de la Santé alors que le CNRS crée un Institut d'«Ecologie et Environnement » avec des contours quasi-identiques à ceux des départements INRA EFPA et EA. Nous voyons ainsi poindre un processus d'éclatement de l'INRA, avec la possibilité de transférer certaines unités dans ces instituts à vocation fondamentale alors que d'autres iraient dans le consortium a vocation plus appliquée, alors que ce qui fait justement la richesse actuelle de l'INRA c'est de mêler les deux aspects par exemple en Ecologie. Alors que le pôle de compétence « adaptation aux changements globale » n'a pas été retenu dans le cadre du contrat d'objectif en cours (CA du 23 octobre), quel est l'avenir des centres INRA qui, comme le nôtre, sont situés « à l'extérieur des pôles de compétences » prévus ou ne sont pas adossés à de grandes écoles Agronomiques, ou au CIRAD ?

Nous demandons:

- l'arrêt du démantèlement du système français de recherche, un moratoire sur toutes les réformes autoritaires en cours, l'abandon du décret sur le statut des enseignants-chercheurs et du projet de contrat doctoral avec salaire « à la carte ».
- une réelle augmentation du budget avec un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires, le rétablissement des emplois statutaires et allocations supprimés en 2009.

Tous en grève le 27 A Marseille, nous bloquerons la Délégation Régionale du CNRS

RDV à partir de 7H devant le bâtiment PH du GLM 31 Chemin Joseph Aiguier (Métro ligne 2 station Sainte Marguerite / Dromel, bus 46 arrêt CNRS)
FSU, CGT, UNSA, CFDT, Solidaires, UNEF, SLR, SLU